

BILLET D'ACTUALITÉ

Iran : le tournant ?

Par Philippe COSTE, ancien Ambassadeur

- **Malgré une attaque réussie sur le plan technique, la gestion américaine du conflit contre l'Iran interroge sur le plan stratégique et ternit l'image du leadership américain.**
- **La République islamique, certes considérablement affaiblie, tient tête et manie une arme économique aux effets dévastateurs : le blocage du détroit d'Ormuz.**
- **Cette guerre accélère une double fracture : les relations entre les Etats-Unis et ses partenaires se dégradent tandis que l'ordre international fondé sur le droit est plus que jamais remis en question.**

Du point de vue strictement technique, la dernière attaque contre l'Iran se présente comme une brillante réussite : décapitation du régime dès le premier jour, partage des tâches parfait entre Américains et Israéliens, un nombre de sites militaires et civils bombardés qui dépasse largement la dizaine de milliers. Au total, **l'Iran est considérablement affaibli**. Mais pour tout le reste – l'encadrement stratégique et politique de l'opération – **la gestion américaine du conflit témoigne d'un invraisemblable amateurisme** : une opération de cette importance, déclenchée sur un coup de tête, sans nécessité, sans soutien de l'opinion, sans coalition au-delà d'Israël, sans plan, sans sérieuse préparation, sans stratégie de sortie...

Cet amateurisme remonte loin. Il vient de l'orientation prise dès le départ par le 47^{ème} président et son entourage, de privilégier dans le recrutement de leurs collaborateurs l'adhésion idéologique sur l'expérience et la connaissance des dossiers. Depuis son arrivée au Département d'Etat, par exemple, Marco Rubio a limogé 1300 de ses agents. Aujourd'hui encore, 80 postes d'ambassadeurs ne sont pas pourvus dont ceux en Arabie Saoudite, au Qatar et aux Emirats Arabes Unis. Ainsi, **l'appareil de sécurité s'est privé des moyens d'anticiper les difficultés et d'identifier les obstacles**. Des négociations de toute première importance ont été confiées à des relations personnelles du président, en l'espèce Steve Witkoff et Jared Kushner, qui n'ont pas jugé davantage utile de s'entourer d'experts.

Rien d'étonnant à ce que la Maison Blanche se soit laissée surprendre par les événements. En particulier, elle n'avait pas imaginé que le régime des mollahs pourrait survivre à sa propre décapitation et que, face à un danger existentiel, il n'allait pas hésiter à bloquer le détroit d'Ormuz. **Ce blocage prend en otage toute l'économie mondiale, y compris celle des Etats-Unis**, tant il est vrai que le prix du gallon à la pompe, auquel les électeurs américains sont si sensibles, ne peut être complètement déconnecté des cours mondiaux du pétrole.

En 2024, **Donald Trump avait fait campagne sur plusieurs promesses**, notamment celle de mettre un terme à l'inflation et de restaurer le pouvoir d'achat de ses concitoyens et celle d'en finir avec les « guerres sans fin » menées au bout du monde, en général, disait-il, pour le plus grand bénéfice des alliés des Etats-Unis. **Deux ans après, c'est tout le contraire qui se passe**. Le prix de l'essence s'envole. Les électeurs font reproche au président de trop s'occuper du monde extérieur et de négliger leurs préoccupations quotidiennes. Avant la guerre, la cote de popularité de Donald Trump était déjà faible. Si le détroit d'Ormuz reste longtemps sans laisser sortir ni pétrole, ni gaz, elle pourrait bien descendre au niveau où la majorité républicaine sera perdue dans les deux chambres.

Aujourd'hui donc, Donald Trump essaie d'échapper au piège qui s'ouvre devant lui. Plus la guerre dure, plus l'inflation et la récession menacent et plus la perspective d'une défaite républicaine aux élections de mi-mandat se précise. Il va lui falloir, sans tarder, trouver une voie de sortie à son opération iranienne. Mais s'il est possible de commencer seul une guerre, il est impossible d'y mettre un terme unilatéralement. **L'hôte de la Maison Blanche peut toujours déclarer « mission accomplie » et replier son armada, mais que fera-t-il si l'Iran continue de bloquer le détroit ?**

D'où l'impatience de Donald Trump d'obtenir la réouverture d'Ormuz, ses appels à l'aide impérieux aux Européens, à quelques pays d'Asie et même à la Chine. D'où, à défaut, ses **efforts désespérés pour enrayer l'envolée des cours**, tels la libération des stocks stratégiques par l'AIEA, l'assouplissement de l'embargo sur les ventes de brut russe et même la tolérance discrètement observée à l'égard des exportations iraniennes de pétrole. C'est qu'en contrôlant le détroit, **la République Islamique tient en otage toute l'économie mondiale**. A considérer la fébrilité de Washington, elle prend sans doute conscience de la capacité de nuisance irrésistible de ce levier et peut se dire que pour l'avenir, en cas de nouvelle menace dont elle ferait l'objet, elle tient entre ses mains un instrument à la valeur dissuasive tout à fait efficace qui n'est pas sans l'apparenter à la dissuasion nucléaire : **la bombe atomique du pauvre** en quelque sorte. Si le régime survit à ce conflit, il pourrait même en ressortir renforcé sur la scène internationale.

Quoi qu'il en soit, **tout cela donne une image désastreuse du « leadership américain »**. Avec leurs amis, les Etats-Unis se montrent indignes de confiance. C'est le cas des pays arabes du Golfe qui depuis des années ont suivi un modèle de développement qui repose pour une large part sur le soutien américain, avec des manifestations multiformes qui englobent aussi bien les accords d'Abraham que les bases militaires ou les banques de données d'Amazon et autres. Mais à l'heure du danger, ces pays constatent que leurs hôtels, leurs raffineries, leur usine de dessalement ne sont pas à l'abri des drones iraniens. C'est aussi le cas des Européens, sommés de s'aligner pour débloquent Ormuz. **Le lien que Donald Trump établit entre la solidarité sur sa guerre de choix contre l'Iran et celle qui fonde l'Alliance Atlantique cache très mal, en fait, son vieux désir de se délier de ses obligations à l'égard de ses partenaires européens**. En bout de ligne, Taïwan, la Corée du Sud et le Japon peuvent aussi s'inquiéter.

Plus généralement, la manière dont se déroule cette guerre est grosse de dangers plus profonds. **Le rôle exact d'Israël** – assistant ? associé ? poisson pilote ? agent manipulateur ? – **pose question**. En l'absence de claire victoire en Iran, les trumpistes purs et durs, par souci de préserver la légende de leur champion, par principe toujours gagnant, seront tentés de trouver un bouc émissaire. Israël, grand bénéficiaire de l'engagement américain contre l'Iran, commence déjà à attirer les regards. Aussi bien, sa cote de sympathie a beaucoup baissé dans l'opinion américaine à la suite de la manière dont il a mené sa guerre contre le Hamas à Gaza. **L'alliance Etats-Unis – Israël, clef de voûte de tout le système de sécurité israélien, pourrait bien se retrouver bientôt sur la sellette**.

Le sort de toute une conception de l'état de droit, du multilatéralisme, d'un monde fondé sur des règles est d'ores et déjà gravement atteint. Tout se passe comme si, avec la guerre d'Iran, un consensus était en train d'émerger pour relativiser le droit international. Et le plus grave est que **cette tendance** qui s'est largement déployée aux Etats-Unis de Donald Trump, **a gagné aussi l'Europe**, le

continent qui, précisément, s'était organisé depuis quatre-vingt ans sur la force de droit. Le cas de l'Allemagne interroge particulièrement, pays qui, depuis la période nazie, se voulait scrupuleusement respectueux du droit, parfois jusqu'à la pusillanimité. On a entendu Friedrich Merz reléguer au second plan le droit international s'agissant du régime des mollahs. De même, s'exprimant sur le sujet, **Ursula von der Leyen** s'est bornée à critiquer le régime iranien en évitant de prendre position sur la guerre elle-même mais en déclarant que « **l'Europe ne peut plus être le gardien de l'ordre de l'ancien monde** » et que « nous ne pouvons plus compter sur ce système comme le seul moyen de défendre nos intérêts ». Au bout du compte, l'Espagne, la Norvège, la Finlande et, indirectement, la France ont été les seules en Europe à faire référence au droit international, les trois premières seules relevant explicitement que la guerre d'Iran ne s'y était pas conformée. **C'est là une très dangereuse dérive.**

Philippe COSTE
Ancien Ambassadeur